

## EDITORIAL

Pourquoi donc le système ne fonctionne pas lorsqu'il s'agit de dispenser l'éducation aux plus démunis ? À une certaine époque, on considérait que la décentralisation de l'administration scolaire était le remède universel pour garantir l'éducation élémentaire gratuite aux classes socio-économiques défavorisées et pour améliorer l'administration scolaire dans ces communautés. On pensait alors favoriser le changement en transférant la responsabilité de la gestion de l'éducation au niveau local. Pourquoi donc, quelques décennies plus tard, l'éducation gratuite et la décentralisation ne sont-elles toujours pas de mise dans tous les pays du monde ? Il s'avère que la décentralisation est un processus compliqué, qui requiert une influence politique, de l'autonomie, du professionnalisme et des responsabilités en matière financière et d'élaboration de programmes. Bien que la décentralisation ait eu une certaine incidence sur la construction et la maintenance des infrastructures, ainsi que sur le recrutement d'enseignants, peu d'éléments démontrent aujourd'hui que l'autonomisation des populations locales a eu un impact accru sur l'enseignement/la formation dans les écoles des communautés marginalisées.

Il est rapidement apparu que la décentralisation pouvait exacerber ou perpétuer les inégalités, celles-là même que ce processus entendait combattre. Le pouvoir administratif à l'échelon du district ou des écoles, ne peut pas servir à combler les écarts. En réalité, l'implication des communautés à la gouvernance de l'éducation peut rendre plus faibles encore les écoles les plus fragiles.

Quels sont donc les problèmes que la décentralisation a rendus plus compliqués encore ? Le principe d'inclusion des communautés locales ne s'est pas accompagné de moyens financiers. Bien que les autorités centrales semblent avoir cédé un certain pouvoir décisionnel aux communautés, le budget extrêmement restreint qui leur a été concédé les prive pratiquement de tout pouvoir. Quand l'autorité scolaire locale ne parvient pas à obtenir des fonds supplémentaires de la communauté, elle n'a alors que très peu d'influence.

Si l'on examine de plus près les comités de gestion scolaire, on s'aperçoit que trois problèmes majeurs reviennent de manière récurrente: les comités se réunissent sporadiquement, ils excluent les parents ayant de faibles revenus, et l'élite a aisément main mise sur ces comités. À cela s'ajoutent la baisse de la qualité de l'éducation et la hausse de l'absentéisme des enseignants et des élèves. Le temps perdu à l'école est souvent associé à

des environnements économiquement faibles. En outre, dans certains pays les moins développés, la ségrégation entre les sexes et la volonté de laisser les femmes en dehors de la vie publique ont fait que les femmes sont beaucoup moins nombreuses que les hommes à siéger aux comités de gestion. Ce qui signifie que peu de voix sont là pour faire entendre les exclus, et qu'ils sont de fait facilement laissés pour compte.

Il a été admis lors du Forum mondial sur l'éducation, tenu à Dakar au Sénégal en 2000, de « renforcer le caractère participatif et responsable des systèmes de gestion de l'éducation » par la diversité des structures et des processus en la matière.

La tendance actuelle est de créer des structures de gouvernance à l'échelon local qui permettent aux groupes exclus de participer au processus décisionnel et de se faire entendre. À l'évidence, les communautés locales sont directement touchées par les affaires scolaires les concernant et leur participation peut contribuer à une meilleure action collective ainsi qu'au renforcement de l'influence politique. C'est par leur contribution que de nouvelles idées seront générées, que de nouvelles expériences seront faites et que d'autres réseaux vont se constituer. La décentralisation de l'administration scolaire à l'échelon du district doit néanmoins se faire par des méthodes modernes, par exemple, par le perfectionnement professionnel et par des responsabilités clairement définies. Lorsque le gouvernement encourage la décentralisation, il doit néanmoins promouvoir l'unité nationale, s'employer à réduire les disparités régionales et à gérer avec efficacité les questions touchant la conception de curriculum, le salaire des enseignants, les procédures d'examen et les frais de scolarité.

Ce numéro de *Perspectives* est le fruit d'une réflexion longuement menée sur les avantages et les inconvénients des différents aspects de la décentralisation de l'éducation, en particulier concernant la qualité et le principe d'inclusion. Le Bureau international d'éducation a eu la chance d'être invité par Faryal Khan, Division des stratégies éducatives et du soutien des bureaux hors Siège de l'UNESCO et par Mark Bray, Directeur de l'Institut international de planification de l'éducation, à rédiger le présent numéro sur le thème de « La gouvernance de l'éducation à l'échelon local ». Nous leur exprimons notre profonde reconnaissance et nous remercions également tous les auteurs ayant participé à ce numéro, en particulier Helen Abadzi du Groupe d'évaluation indépendante de la Banque mondiale qui a rédigé l'article « Positions/Controverses ».

Après le décès de Cecilia Braslavsky en juin 2005, la responsabilité de la rédaction de *Perspectives* est revenue au très compétent Pierre Luisoni, qui a pris sa retraite en mars 2007. J'avais alors déjà été nommée Directrice du Bureau international d'éducation et j'ai de ce fait repris le flambeau —un nouveau défi que je me réjouis de relever. Il y a quelques temps, mes

collègues et moi avons accepté de collaborer à ce numéro et les évènements imprévisibles de la vie ont fait que je m'adresse à vous aujourd'hui en qualité de nouvelle rédactrice de cette revue.

CLEMENTINA ACEDO  
DIRECTRICE DU BIE